

Nouvelles manières de penser au XIX^e siècle. Le libéralisme.

Au XIX^e siècle, les modes de vie se transforment.

Les villes grandissent et accueillent de plus en plus d'habitants. Ce sont souvent des gens venus des campagnes qui viennent chercher du travail en ville (exode rural). Ils travaillent dans l'industrie et deviennent des ouvriers. On a déjà vu que leurs conditions de travail et de vie étaient difficiles et précaires. Les salaires sont faibles, le travail dangereux et le moindre accident peut faire tomber une famille dans la pauvreté.

Un autre groupe social qui se développe grâce à l'industrialisation est la bourgeoisie, qui désigne notamment les patrons d'entreprises, les banquiers, les avocats... Ils ont des conditions de vie bien plus confortables, se font construire de belles maisons, ont des domestiques, et profitent des loisirs : théâtre, opéra, bals, tourisme... Leurs enfants reçoivent une bonne éducation.

Donc l'organisation de la société est différente de la société d'Ancien régime. Et on voit apparaître de nouvelles manières de penser. Il est important de les comprendre, parce qu'elles sont toujours des références aujourd'hui, et qu'elles ont eu une grande importance dans l'histoire du XX^e siècle (et donc dans le programme de 3e). On dit que ces manières de penser sont des idéologies : des manières de voir le monde, des valeurs.

Voyons aujourd'hui la première de ces idéologies : le libéralisme. C'est l'idéologie d'une grande partie de la bourgeoisie, en particulier des patrons.

Henri Schneider est le patron de l'entreprise métallurgique Schneider, très grande entreprise située au Creusot, en France.

• Sur les crises économiques et le chômage

« C'est un mal nécessaire, on n'y peut absolument rien ! La production dépend d'une mode, ou d'un courant, on ne peut prévoir ni la durée, ni le développement... [...] »



Il dit qu'on ne peut rien faire contre le chômage, ni contre les crises économiques. L'économie a ses propres rythmes, il y a parfois des crises parce que certains produits ne plaisent plus aux acheteurs et ne sont plus à la mode. Il faut attendre que la crise se termine d'elle-même.

• Sur l'intervention de l'État dans l'industrie

« Très mauvaise ! Très mauvaise ! Je n'admets pas un préfet dans les grèves ; c'est comme la réglementation du travail des femmes et des enfants¹ ; on met des obstacles inutiles, trop étroits, nuisibles surtout aux intéressés qu'on veut défendre, on décourage les patrons de les employer... »

Il ne veut pas que l'État intervienne dans l'économie, que l'État fasse des lois pour indiquer ce que les patrons ont le droit de faire ou non dans leur entreprise. Il prend l'exemple des lois sociales qui limitent le travail des femmes et des enfants. Par ces lois, l'État interdit aux patrons de faire travailler les femmes et les enfants plus qu'une certaine durée. Schneider trouve que c'est une mauvaise chose, parce que du coup les patrons n'auront plus envie d'embaucher des femmes et des enfants pour travailler, et donc ils seront au chômage. Selon lui, l'État veut protéger les femmes et les enfants, mais au final ça ne les aide pas puisque les patrons n'auront plus envie de leur donner du travail...

• Sur la diminution de la journée de travail

« Oh ! Je veux bien ! dit M. Schneider, je serai le premier à en profiter, car je travaille moi-même plus de 10 heures par jour... Seulement les salaires diminueront ou le prix des produits augmentera, c'est tout comme !... Pour moi, la vérité, c'est qu'un ouvrier bien portant peut très bien faire ses dix heures par jour et qu'on doit le laisser libre de travailler davantage si cela lui fait plaisir. »

On l'interroge sur la diminution de la durée de la journée de travail. C'était une demande des ouvriers. Il répond qu'il est d'accord, et que lui-même travaille plus de 10 heures par jour, donc ça serait bon pour lui aussi. (remarque : travailler 10 heures dans un bureau ou dans une usine n'est pas tout à fait comparable...).

Mais il dit : attention, si les ouvriers travaillent moins, il y aura des conséquences négatives. Soit les ouvriers seront moins payés (moins d'heures de travail = moins de salaire). Soit, si on ne touche pas au salaire, ça veut dire que l'ouvrier va coûter plus cher au patron, puisqu'il est payé pareil mais travaille moins longtemps. Donc le patron va vendre ses produits plus cher. Ce n'est pas bon pour les ouvriers qui achètent ces produits. Donc l'argument de Schneider, c'est que baisser le temps de travail va rendre les ouvriers plus pauvres.

Il termine en disant qu'on doit laisser chacun choisir son temps de travail, ce n'est pas à la loi de décider. Si un ouvrier veut faire des heures supplémentaires, il ne faut pas le lui interdire. Pensez-vous qu'un ouvrier est vraiment libre de choisir ? Qu'il travaille beaucoup parce que ça lui fait plaisir ? Peut-il vraiment dire non si son patron lui demande de travailler davantage ?